

**REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GERS**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 DECEMBRE 2025  
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE ASTARAC ARROS EN GASCOGNE**

Délibération n°2025/32 du 16 décembre 2025

Nombre de Conseillers : 16
En exercice : 16
Quorum : 9
Présents : 9
Absents : 7
Votants : 9
-dont « pour » : 9
-dont « contre » : 0
-dont « abstention » : 0

L'an deux mille vingt-cinq, le 16 décembre à 15h00, se sont réunis au Générateur à Villecomtal-sur-Arros, les membres du Conseil d'Administration du CIAS Astarac Arros en Gascogne sous la présidence de Madame Céline SALLES, Présidente, dûment convoqués le 5 décembre 2025

Présents : D Artagnan, C Bonnassies, A Bourdallé, M Cousse, C Daujan, P Ducombs, S Lahille, C Magnat, C Salles  
Absents excusés : P Domenichi, C Lascombes

Absents non excusés : G Despaux, F Le Ny, C Maupeu, J Roncalez, G Tanques

Secrétaire de séance : M Cousse

**Objet : Révision du règlement intérieur commun à la Communauté de Communes et au CIAS ASTARAC ARROS EN GASCOGNE à compter du 01.01.2026**

**VU** le Code Général des Collectivité territoriales,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2025,

**CONSIDERANT** que le règlement intérieur a pour objectif de définir les règles de fonctionnement de l'organisation du travail et des relations sociales au sein des services, et ce dans l'intérêt de tous,

**CONSIDERANT** les évolutions réglementaires et celles liées au fonctionnement de la collectivité, et la nécessaire révision du règlement intérieur en vigueur appliqué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019,

Madame la Présidente rappelle que le règlement intérieur est un outil de communication interne pour garantir une connaissance partagée des informations. Il s'impose à tout agent quels que soient sa situation statutaire, son rang hiérarchique, son affectation dans les services, la date et la durée de son recrutement. Elle informe qu'un exemplaire du règlement intérieur sera remis à tous les agents et sera accessible par l'intermédiaire des outils numériques mis à leur disposition.

La réglementation ne fixe pas de cadre général mais il appartient à l'assemblée délibérante d'organiser et de se prononcer sur les règles de fonctionnement et de discipline intérieure, les garanties qui sont attachées à l'application de ces règles, les règles relatives à l'hygiène et la sécurité.

Madame la Présidente demande à l'assemblée délibérante de se prononcer sur les dispositions du règlement intérieur et sa mise en application dans la collectivité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- **D'ADOPTER** le règlement intérieur commun au personnel communautaire et au personnel du CIAS ASTARAC ARROS EN GASCOGNE applicable au 01.01.2026 dont le texte est joint à la présente délibération,
- **DE COMMUNIQUER** ce règlement à tout agent employé au CIAS Astarac Arros en Gascogne,
- **DE DONNER** tout pouvoir à Madame la Présidente pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,  
La Présidente,



Céline SALLES



Certifié exécutoire par la Présidente compte tenu :

- de sa réception en sous-préfecture de Mirande le .....
- Et de sa publication le .....

La Présidente :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noulibus – Cours Lyautey – BP 53 – 64010 PAU Cedex dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification ou publication soit par dépôt direct à l'accueil de la juridiction, soit par envoi postal de préférence en recommandé avec accusé de réception soit sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).